Ceux qui disent «halte» aux migrants : en Bulgarie, une unité de soldats volontaires tentent de stopper l'afflux de clandestins

08/12/2017 à 18h36

La frontière turco-bulgare, aux marches de l'Europe, est la nouvelle route utilisée par les passeurs de migrants. En Bulgarie, pour stopper cet afflux de clandestins, une unité de volontaires, encadrée par des vétérans de l'armée, s'organise pour faire le travail de la police.



Nous sommes quelque part dans le massif de la Strandja, au sud-est de la Bulgarie, non loin de la Turquie. Un relief montagneux (qui culmine à plus de 1000 mètres d'altitude) et un terrain accidenté, ponctué de thalwegs et de ruisseaux. La végétation, boisée et touffue, permet de se déplacer incognito, à condition de connaître les itinéraires forestiers et les chemins de traverse. C'est dans une clairière, autour d'un bivouac improvisé, que nous retrouvons les hommes de

l’Union militaire Vassil Levski-BNO (Mouvement national bulgare) Chipka. Ils sont une cinquantaine, entre 15 et 50 ans, en tenue camouflée, cagoules, couteaux et machettes pour certains.

Au garde-à-vous, répartis en trois groupes et alignés comme à la revue. Penché sur une carte d’état-major au 1/50 000, leur commandant, Vladimir Rusev, sexagénaire au physique de catcheur, assigne des objectifs à ses adjoints, tout en fumant clope sur clope. Les ordres sont transmis. La colonne s’ébranle et disparaît dans la nature. Un passage de migrants a été signalé par des informateurs. But de la manœuvre: les repérer, les arrêter, et surtout les renvoyer en Turquie!

N’est-ce pas là le rôle dévolu à la police aux frontières? Car les membres de cette organisation, aussi étrange que cela puisse paraître, sont tous des bénévoles, y compris les cadres (généralement d’anciens officiers de l’armée ou de la police). Des civils qui se transforment en soldats, dépourvus d’armes à feu mais présentant tous les attributs de l’institution militaire, le temps d’un week-end ou d’une semaine.

Réponse de Vladimir Rusev: «*La nature a horreur du vide. La plupart des gens attendent tout de l’État. Mais, lorsque l’État est inapte ou absent, c’est aux citoyens de reprendre leur destin en main. Suite aux printemps arabes et à la fermeture progressive de la route des Balkans, la Bulgarie est devenue le ventre mou de l’UE (Union européenne) (1). Les réseaux de passeurs, téléguidés par la mafia turque depuis Istanbul et bénéficiant de complicités locales, utilisent maintenant la Bulgarie – et notamment le massif de la Strandja – pour faire entrer les migrants clandestinement. Nous faisons simplement le travail que le gouvernement et Bruxelles devraient faire. Gratuitement, qui plus est, et sans rien gagner en retour! Au contraire, puisque tout est autofinancé: nourriture, équipement, carburant, équipement, matériel. Et nos seules rentrées d’argent proviennent des donations…*»

L’expérience vécue et les statistiques montrent que ces migrants sont surtout originaires d’Afghanistan (46 % du total, d’après l’OIM), d’Irak, de Syrie, du Pakistan, du Bangladesh.

«*Il y a peu de familles, précise Vladimir Rusev. Ce sont principalement de jeunes célibataires, entraînés et agressifs, qui se réclament de l’islamisme radical. Ils ont séjourné au préalable en Turquie. C’est attesté par leurs vêtements et leurs documents. Il n’est pas rare qu’ils soient sous amphétamines et qu’on les saisisse en possession d’opium ou de cannabis. Ils se déplacent par groupes de plusieurs dizaines qui éclatent à la moindre alerte et s’éparpillent dans toutes les directions. Une technique bien rodée.*

Les interpellations sont parfois dangereuses: c’est pourquoi nos membres reçoivent tous une formation militaire et sont rompus au close-combat. Quand ils sont entre nos mains, on leur laisse le choix: soit ils acceptent d’être remis aux forces de l’ordre (et ils seront jugés pour franchissement illégal de frontières) ; soit ils refusent et on les raccompagne à la frontière.»

Situées au carrefour des invasions historiques et sur une ligne de fracture civilisationnelle, la Roumanie et la Bulgarie sont dans le même état d’esprit que le groupe de Visegrád (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), lequel refuse la politique migratoire de l’UE, et en particulier la répartition par quotas imposée par Angela Merkel. Un quarteron de réfractaires dont la philosophie a été résumée par le Premier ministre hongrois, Victor Orbán, lors d’une visite ici même en 2016: «C’est à la frontière bulgaro-turque que va se décider l’avenir de l’Europe.» Visiblement, certains l’ont compris…

Le Figaro

Merci à **valdorf**